



Sons sans lumière pour Macron

LA LUTTE CONTINUE, ET ELLE CONTINUERA !

Macron n'en peut plus de traîner les casseroles de sa réforme des retraites : il annonce haut et fort que celle-ci est passée, qu'il faut tourner la page et qu'il va aller à la rencontre de la population.

Mais à chaque prise de parole, quel que soit l'endroit, il est accueilli bruyamment. À tel point qu'à Ganges, dans l'Hérault, jeudi dernier, un arrêté de la préfecture a interdit tout « dispositif sonore portatif »... Le ridicule était bel et bien là ! Surtout que le dispositif de sécurité autour de la visite présidentielle n'a pas empêché qu'il doive faire la réunion prévue dans un collège de la ville sur des petites chaises en plein milieu de la cour, en raison d'une coupure de courant orchestrée par des grévistes d'EDF... Son « tour de France » risque d'être très laborieux.

Macron et le CAC 40, dégagez !

Sans attendre le 1^{er} mai, tous ceux qui se sont mobilisés contre la réforme des retraites depuis plus de trois mois saisissent toutes les occasions pour manifester leur colère et leur refus de cette réforme injuste. Une véritable guérilla contre Macron et son gouvernement, qui montre que la lutte continue.

Le 20 avril, de nombreuses actions étaient organisées, dont l'envahissement du siège d'Euronext à la Défense par des centaines de cheminots avec le slogan « *Le CAC 40 à la caisse pour payer nos retraites* ». Euronext gère en effet la Bourse de Paris où s'échangent les titres financiers des grandes entreprises. Ou bien encore, la manifestation parisienne organisée par l'AG interprofessionnelle 92 et la coordination nationale étudiante qui a pu rendre visibles les grévistes de tous secteurs dont les cheminots.

Au-delà de ce gouvernement et de la détestation qu'il suscite, il faut bien voir que c'est tout un système contre lequel nous devons lutter : le capitalisme et sa course au profit qui nous laisse

de moins en moins les moyens de vivre. C'est bien pour cela qu'en même temps que la lutte contre la casse de nos retraites, les grèves pour les salaires ont continué. Le week-end dernier, hôtesses et stewards de la compagnie aérienne Vueling étaient en grève pour revendiquer 15 % d'augmentation. Chez Vueling, les salaires aussi sont *low cost* ! Dans le Nord, des salariés de VertBaudet entament leur deuxième mois de grève pour les salaires.

Le 1^{er} mai toutes et tous dans la rue, et après on continue !

La persistance de ces grèves et l'expression de cette colère des salariés à travers le pays, coupures de courant à l'appui, permet de voir ce que nous pourrions faire si ces luttes étaient coordonnées. En tant que travailleuses et travailleurs, nous avons une force décisive, à condition d'en prendre conscience et de nous organiser, indépendamment des directions syndicales. En revanche nous n'avons rien à attendre de la reprise d'un prétendu dialogue social avec un gouvernement qui n'attend qu'une chose : continuer à nous attaquer pour mieux servir le patronat.

Alors le 28 avril, nous pouvons faire grève et nous mobiliser à l'occasion de la journée internationale de la sécurité et de la santé au travail. Chaque année, plus de 1 000 accidents mortels du travail et de trajet sont déclarés en France. Sans parler des maladies professionnelles. Et on voudrait nous faire travailler deux ans de plus !

Puis le 1^{er} mai, journée de lutte internationale des travailleuses et travailleurs, soyons les plus nombreux possible dans les rues de toutes les villes du pays pour clamer haut et fort, avec ou sans casseroles, que non, c'est non, cette réforme des retraites, on n'en veut toujours pas. Grèves, blocages, manifestations, casseroles, chasse aux ministres, tout va devoir continuer jusqu'au retrait... et cela dès le 2 mai !

Rien à fêter

La semaine dernière, la direction du centre financier a organisé la « fête des 10 ans de l'Appui » (le service dédié aux clients en difficultés financières). Même le PDG de La Poste avait fait le déplacement. Mais à faire la fête, il y avait bien plus de cadres en costume-cravate que d'agents du service.

Si tous ces gens-là se rendaient utiles en venant nous donner un coup de main pour répondre au téléphone, c'est sûr nous travaillerions dans de meilleures conditions et avec moins de pressions.

Publicité mensongère

Un article du *Parisien*, visiblement écrit sous la dictée de la Banque Postale, vante les mérites du « seul établissement doté d'une mission de service public en faveur de l'inclusion bancaire » et qui mettrait « les bouchées double pour aider ses clients en difficultés ».

Il y est questions d'une trentaine de conseillers basés à Paris. La réalité est plus proche de la vingtaine...

La direction sait ce qu'il lui reste à faire pour ne pas faire mentir le Parisien.

Mascarade

Comme à chaque fois qu'elle nous prépare un mauvais coup, la direction du centre financier a organisé des « groupes de travail » pour faire semblant de nous demander notre avis sur les futurs horaires qu'elle a décidé de nous imposer.

Pas sûr que nos amendements seront retenus, et au bout du compte, on aura droit au 49.3 patronal.

La direction veut jouer au chamboule-tout

À Paris 15, la direction a annoncé aux syndicats un projet de réorganisation à la découpe. Elle voudrait restructurer chaque site, voire chaque service, à des dates différentes durant l'été. La cerise serait le déménagement du site d'Alleray à Bonvin.

La Poste rêve d'une opération financière juteuse sur le site d'Alleray, qu'elle vide petit à petit depuis des années. Mais pas question pour nous que ses profits passent avant nos conditions de travail. Nous n'avons aucune raison d'accepter les suppressions d'emplois et de nous tasser dans des locaux trop exigus.

Salaires minimum... et augmentation minimum

Le Smic sera revalorisé de 2 % au 1^{er} mai : une augmentation automatique pour suivre l'inflation, officiellement de 6 % sur un an, mais qui atteint 16 % sur les produits alimentaires et pèse plus lourd sur les petits budgets !

Pour les salariés qui touchent le Smic, et tous ceux dont les salaires sont à peine au-dessus, il faudrait bien plus pour combler l'inflation. Pour vivre dignement, c'est au moins 2 000 euros par mois qu'il nous faut.

La caravane passe... ou trépassé ?

À Nantes, le « village du Service national universel », opération de promotion de ce service militaire *light*, de l'armée et ses valeurs militaristes et nationalistes, n'a tenu qu'une heure. À Caen, samedi 22 avril, il s'est maintenu la journée, mais totalement paralysé.

Des manifestants ont cerné le village et l'ont noyé sous le bruit des casseroles, des slogans et des sirènes. Prochaine étape : Versailles... à moins que la caravane ne rentre au garage ?

La dette a bon dos

Voilà que Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, agite le chiffon rouge du remboursement de la dette publique : il faudrait réduire les dépenses publiques dès maintenant, en coupant dans les services utiles à la population, ou augmenter les impôts demain. La peste ou le choléra ? Dans les deux cas, ils veulent encore une fois nous faire trinquer !

L'explosion de la dette a largement profité aux grands groupes capitalistes qui se sont gavés d'argent public via les milliards de subventions reçues et les contrats juteux passés avec l'État. Si certains doivent passer à la caisse, ce sont bien eux.

JO : des primes anti-grève pas très fair play

Depuis quatre mois que dure la mobilisation contre la réforme des retraites, le gouvernement a des sueurs froides en imaginant des grèves qui paralyseraient la bonne tenue des Jeux olympiques. « Pas de retrait, pas de JO » ont prévenu certains manifestants.

La SNCF, sur ordre de l'État, réfléchit à une prime d'assiduité pour inciter les cheminots à travailler pendant les olympiades ou à décaler leurs congés...

Leurs combines minables ne trompent personne : si le gouvernement veut dormir sur ses deux oreilles, il doit commencer par augmenter les salaires... et retirer la contre-réforme des retraites !

420 civils tués au Soudan

Depuis le 15 avril, des combats opposent les armées de deux généraux qui, en octobre 2021, avaient uni leurs forces pour renverser le gouvernement civil issu de la révolution de 2019.

La population se retrouve prise en étau entre ces deux forces armées représentant des secteurs industriels différents, et soutenus par différents pays.

Le conflit a déjà fait fuir des milliers de personnes des grandes villes du pays, et fait au moins 420 morts et 4 000 blessés, sans secours officiel. Des comités de résistance existent depuis 2019 et tentent d'organiser les premiers secours et de satisfaire les besoins élémentaires, car la population a l'expérience et sait ne pouvoir compter que sur elle-même.